

panorapresse.ouest-france.fr

Éducation. Manifestation en réaction à l'annonce de la suppression de 56 classes dans le département Près de 200 personnes à Cherbourg contre les fermetures de classes

4-5 minutes

Près de 200 personnes à [Cherbourg](#) contre les fermetures de classes

« Du fric pour nos écoles publiques ! » ; « Il y en a ras le bol de ces guignols qui cassent nos écoles ! » : les manifestants ont scandé ces slogans sous les applaudissements, hier. Environ 200 personnes se sont rassemblées, place Général-de-Gaulle à [Cherbourg-en-Cotentin](#), à l'appel de l'intersyndicale Éducation (FSU, [CFDT](#) Éducation, CGT Educ'Action, Sud Éducation, SE-Unsa et FCPE). En [Normandie](#), l'académie a recensé près d'un fonctionnaire sur dix en grève (personnel de vie scolaire et enseignants confondus).

« Une occasion manquée »

Au cœur de leur combat : la suppression annoncée de 56 classes dans la [Manche](#), accompagnée de 24 ETP (équivalent temps plein) dans les collèges et lycées.

Martine Quesnel, secrétaire départementale de la FSU, a pris la parole devant le théâtre. Pour elle, la baisse démographique aurait dû être « une chance historique pour réduire les effectifs ». « On se sert de l'éducation pour faire des économies sur le dos des élèves, qui seront les citoyens de demain, juge-t-elle. C'est totalement incohérent, d'autant plus que l'on sait que, dans la [Manche](#), avec les projets industriels, de nouvelles familles vont arriver. »

Dans le cortège figure [Pierre-François Lejeune](#), conseiller départemental. Florence Desramé, cosecrétaire du syndicat Sud Éducation Manche et enseignante en maternelle à [Cherbourg](#), partage la même colère : « On voit bien que le gouvernement organise la casse du service public depuis des années. Nous, on veut une école ambitieuse. Nos élèves ont besoin d'accompagnement, de soin. Cette baisse démographique aurait dû donner un souffle, pas le contraire. »

Prochaine étape le 10 avril

[Sandrine Godin](#), enseignante en lycée professionnel et syndicaliste Sud Éducation, rapporte une situation très locale : « Les conditions d'accueil à la rentrée vont être terribles. Beaucoup de collègues se retrouvent avec des postes partagés sur deux ou trois établissements. Et malgré la dynamique industrielle du territoire, on refuse des élèves, faute de capacité à les former. » Même inquiétude pour la directrice de l'école primaire [Jean-Jacques Rousseau](#) ([Tourlaville](#)), où une classe est menacée : « Si des classes ferment, les effectifs vont grimper et nos élèves avec des besoins particuliers risquent de ne pas avoir le suivi dont ils ont besoin. On a peur surtout pour leurs

apprentissages. »

Selon les syndicats, la France fait partie des 25 % de pays qui dépensent le moins par élève, tout en affichant des classes parmi les plus chargées d'Europe. Le discours de l'intersyndicale accuse le gouvernement d'avoir « affaibli » l'école publique, en diminuant le taux d'encadrement année après année.

Selon eux, pour revenir au niveau de 2017, il faudrait créer plus de 10 000 emplois, et 45 000 pour retrouver celui de 2006. Après le rassemblement, ils ont défilé en marchant jusqu'à la sous-préfecture. Une fois arrivés, les représentants syndicaux ont déposé une motion, un document écrit résumant leurs revendications et demandes officielles. La prochaine étape sera le conseil départemental de l'Éducation nationale (CDEN), qui doit se prononcer sur cette carte scolaire le 10 avril à [Saint-Lô](#). « Le PCF Manche demande aux élus des collectivités territoriales, siégeant au sein du CDEN, de s'opposer à cette carte scolaire dangereuse et injuste pour notre département », explique le porte-parole, [Bertrand Hulin](#).

Léa CORBET



En parallèle de la mobilisation cherbourgeoise, ici sur la place du Général-de-Gaulle, il y a eu deux autres rassemblements dans la [Manche](#), à [Saint-Lô](#) et à [Avranches](#). | Léa CORBET